



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3344

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**M. le président.** La parole est à M. Bruno Le Maire, pour le groupe Les Républicains.

**M. Bruno Le Maire.** Monsieur le président, chers collègues, monsieur le Premier ministre, bravo ! Bravo aux policiers du RAID, bravo aux gendarmes, bravo aux médecins, bravo aux pompiers, bravo aux services de renseignement...

**M. Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense.** Et aux militaires.

**M. Bruno Le Maire.** ...bravo à toutes les forces de sécurité qui assurent notre protection aujourd'hui, avec courage, face au terrorisme et face à l'islamisme radical ! (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Monsieur le Premier ministre, pour lutter contre le terrorisme et l'islamisme radical, il faut des mesures fortes. Vous en avez annoncé un certain nombre. Vous nous trouverez toujours à vos côtés pour décider ces mesures qui renforcent la sécurité des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Monsieur le Premier ministre, l'union nationale n'a qu'un seul prix : c'est l'efficacité des décisions que vous prendrez pour garantir la protection de tous nos compatriotes. À vous de nous assurer que la réforme constitutionnelle annoncée par le Président de la République renforcera réellement la sécurité de nos compatriotes !

Pour lutter contre l'islamisme radical, monsieur le Premier ministre, il faut traiter le mal à la racine.

Où en sommes-nous, monsieur le Premier ministre, de la coalition internationale qui doit nous permettre d'éliminer l'État islamique en Syrie ?

Où en sommes-nous du soutien des acteurs européens ? Êtes-vous prêt, monsieur le Premier ministre, à remettre en cause les relations avec certains États du Golfe, dont l'ambiguïté, aujourd'hui, face à l'islamisme n'est plus acceptable ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. Gérard Bapt.** Très bien !

**M. Bruno Le Maire.** Nous voulons de la clarté, nous voulons sortir des ambiguïtés !

Enfin, monsieur le Premier ministre, lutter contre l'islamisme radical, c'est le nommer, c'est dire que nous n'accepterons plus, sur notre sol, la radicalisation, des comportements inacceptables, des atteintes aux femmes,

des atteintes à la laïcité, des atteintes à la liberté de parole, des atteintes à tout ce qui fait la République et à tout ce qui fait notre nation.

Monsieur le Premier ministre, quelles décisions êtes-vous prêt à prendre pour lutter contre la radicalisation de certains sur notre territoire et protéger des valeurs de notre République ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Manuel Valls, Premier ministre.** Monsieur le député Bruno Le Maire, dans un instant, Bernard Cazeneuve aura l'occasion de revenir devant la représentation nationale sur ce qui s'est passé ce matin.

À mon tour, comme nous le faisons beaucoup, depuis des mois sinon des années, mais plus encore depuis ce matin, je ne peux qu'exprimer la profonde reconnaissance du Gouvernement vis-à-vis de toutes les forces de l'ordre – je l'ai également fait hier – qui sont intervenues ce matin dans des conditions d'une violence incroyable.

Oui, monsieur le député, vous avez raison : bravo à nos forces de l'ordre ! Nous sommes fiers d'elles. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

Monsieur Le Maire, pour lutter contre le terrorisme dans cette guerre impitoyable que nous lui livrons, nous devons être présents sur tous les champs.

Bien sûr – Laurent Fabius y reviendra –, sur le champ diplomatique mais aussi dans l'action militaire afin d'établir une coalition la plus large possible. Nous voyons bien que les événements que nous avons vécus le vendredi 13 ici, à Paris, ont changé beaucoup de choses, dont l'attitude des Américains et des Russes.

Cela permettra au Président de la République de prendre des initiatives dès la semaine prochaine – adoption d'une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU, rencontre des Présidents Poutine et Obama – afin de permettre la constitution, dans la plus grande détermination, de cette coalition contre notre ennemi, c'est-à-dire Daech, c'est-à-dire l'État islamique.

Cette détermination, c'est celle de la France, c'est elle qui se manifeste dans les choix qui ont été faits depuis déjà plus d'un an de bombarder les sites de Daech en Irak et, depuis déjà plusieurs semaines, en Syrie.

Je rends là aussi hommage à nos pilotes qui, depuis plusieurs jours, bombardent les sites de Daech (*Applaudissements sur tous les bancs*) quartiers généraux, camps d'entraînement. Bien sûr, nous poursuivrons sur la même voie.

En outre, monsieur le député, vous avez raison, il faut toujours poser les mots sur le mal.

Nous avons un ennemi extérieur : le terrorisme, Daech, l'État islamique, et nous devons agir tous ensemble dans le cadre d'une grande coalition, avec nos armées, je viens de le rappeler, contre cet ennemi afin de l'abattre et de l'anéantir.

Mais cet ennemi existe également chez nous : ce sont les mots que j'avais utilisés dès 2012 – je n'étais pas le seul, bien sûr –, dès la tentative d'attentat de Sarcelles contre un magasin caché.

Nous avons pris conscience à ce moment-là, le 19 septembre 2012, du danger de cette cellule. L'enquête qui vient de se terminer montrait la puissance montante de ces réseaux, de ces filières. Nous étions alors très loin des 1 900 individus concernés aujourd'hui, mais c'était le début. D'où la première loi anti-terroriste adoptée en 2012.

J'avais utilisé ces mots parce que nos quartiers populaires, comme nous l'avons dit voilà quelques mois après

les attentats contre *Charlie Hebdo*, comprennent des dizaines, des centaines, peut-être des milliers de jeunes qui, comme ailleurs dans le monde, sont attirés par le djihadisme, par l'islamisme radical, par cette idéologie totalitaire.

Je vous renvoie aux travaux de l'Assemblée nationale ou du Sénat, ainsi qu'au rapport de Malek Boutih, parce que nous devons être lucides sur ce qui se passe dans notre société.

Oui, nous devons combattre ce phénomène en prison, parce que c'est là que se déroulent ces processus de radicalisation, mais aussi sur internet – nous avons déjà beaucoup avancé en la matière mais il faudra sans aucun doute aller plus loin – et dans les mosquées, en fermant certaines d'entre elles et en procédant à la dissolution de certaines associations. Le texte de loi que je présenterai demain comprend d'ailleurs un outil afin d'être plus rapides et efficaces en la matière.

Oui, nous avons un ennemi et il faut le nommer : c'est l'islamisme radical (*Applaudissements sur tous les bancs*) et l'un des éléments de l'islamisme radical est le salafisme, monsieur le député. J'avais eu déjà l'occasion de le dire ici, à l'Assemblée nationale.

Nous ne devons pas uniquement nommer les choses ni faire des discours, comme nous le verrons demain avec le projet de loi permettant de prolonger l'état d'urgence. Nous pouvons également, sans doute, améliorer un certain nombre de dispositifs.

Je suis sûr qu'avec le président Jean-Jacques Urvoas à l'Assemblée et le président Philippe Bas au Sénat, nous allons converger pour faire en sorte que ce texte soit le plus efficace possible pendant les trois prochains mois.

Quant à la réforme constitutionnelle, je le répète, monsieur le député : le Gouvernement a la volonté d'aboutir évidemment à l'accord le plus large possible – de toute façon nécessaire – afin de démontrer aux Français la réalité de cette union nationale qu'ils attendent de nous, de cette union sacrée, parce que nous sommes engagés dans une guerre.

Alors, oui, posons les bons mots, sachons qui sont nos ennemis et c'est ensemble que nous les détruirons, parce que les Français le demandent ! Nous le ferons avec nos valeurs, avec le souci de la concorde nationale, avec la volonté de rassembler tous les Français, quelles que soient leurs origines, diverses, comme celles des victimes des attentats vendredi dernier au Bataclan et dans les rues de Paris.

Oui, nous avons besoin de cette unité pour dire aux Français qui aiment nos valeurs, qui aiment la liberté, qui aiment la possibilité de fraterniser mais qui aujourd'hui ont peur, qui sont marqués par ce qui s'est passé, que nous sommes un peuple debout ! Je suis sûr que nous en ferons tous la démonstration ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, du groupe écologiste et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, ainsi que sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Bruno Le Maire](#)

**Circonscription :** Eure (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3344

**Rubrique :** Ordre public

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée au JO le :** [19 novembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [19 novembre 2015](#)